



URSEN Rouen

VIOLENCES A L'ÉCOLE JULES GUESDE (LE HAVRE) JOUR DE GRÈVE MARDI 17 FEVRIER



Les événements graves qui se sont produits fin janvier dans l'école élémentaire Jules Guesde et le traumatisme vécu par les adultes et les enfants de cette école ont suscité une réaction de solidarité salubre. L'AG qui s'est tenue lundi 9 février à l'initiative de l'intersyndicale CGT, SNUIPP/FSU, SUD-Éducation a rassemblé environ 150 personnes et a permis de montrer non seulement que l'émoi était vif mais aussi que la volonté de réagir collectivement pour se défendre était réelle.

Des milliers d'écoles Jules Guesde à travers le pays!

Outre les événements de fin janvier, plus de 300 incidents ont été consignés par écrit depuis la rentrée 2014 dans le registre santé et sécurité au travail (RSST) pour la seule école Jules Guesde.

Mais la situation vécue par les personnels et les enfants dans cette école est bien loin d'être isolée, il ne s'agit que de la partie émergée de l'iceberg. Dans de très nombreux endroits, l'école n'est pas en mesure d'assurer ses missions. Le primaire comme le secondaire sont touchés, comme le montre la récente agression d'un enseignant au lycée Claude Monet. Et combien de faits de violence, d'agressions verbales sont passés sous silence ici ou là ?

Des violences qui résultent avant tout d'une situation sociale explosive



La violence scolaire renvoie à celle de la violence de la société. Comment pourrait-il en être autrement dans un contexte de chômage de masse, d'inégalités scandaleuses, de crise du capitalisme, qui provoquent exclusion, désespoir et rejet des « valeurs » de l'école ? Comment pourrait-il en être autrement après avoir supprimé des dizaines de milliers de postes dans l'éducation et rendu encore plus difficile le travail des enseignants au quotidien et l'accompagnement des élèves ?

Quand l'administration minimise les faits

Les enseignants De Jules Guesde avaient demandé deux journées banalisées jeudi 29 et vendredi 30 janvier pour parler, tenter de soulager un petit peu le traumatisme de la veille et chercher des solutions. Mais cette demande a été refusée par l'administration, la DSDEN, et justifiée lors du CHSCT Départemental du 5 février: pas question de faire rater l'école aux élèves et pas bien de réagir à chaud, quelle image cela renverrait de l'institution, etc. Et puis, à quoi bon laisser du temps aux enseignants si ce n'est pour « se lamenter » (sic) !!! Honteux !

Non à l'autoritarisme, oui à de vrais moyens humains et matériels pour l'éducation

La solution ne viendra pas d'un tour de vis autoritaire ou d'un retour aux « valeurs » comme le prônent différents milieux politiques et intellectuels. A contrario, il faut dire et redire que l'école a besoin de plus de moyens, c'est-à-dire : créer massivement des postes d'enseignants, de personnels administratifs, de santé, d'éducateurs, etc. ; réduire fortement les effectifs par classe ; construire des écoles et des établissements scolaires à taille humaine, pas des barres d'immeubles comme à Jules Guesde !

Impossible, nous rétorquera-t-on ? Il faudrait plutôt se demander comment il est possible que les dividendes des entreprises du CAC40 se soient envolés malgré la crise jusqu'à atteindre 56 milliards d'euros en 2014, pour ne citer qu'un exemple parmi tant d'autres des privilèges que s'octroient les maîtres de la société, au détriment des créations d'emplois, des budgets sociaux, de santé et d'éducation !

TOUS ENSEMBLE POUR L'ÉCOLE JULES GUESDE, TOUS ENSEMBLE POUR RETROUVER LE CHEMIN DES LUTTES COLLECTIVES

La CGT éduc'action avec le soutien de l'UL du Havre, appelle les personnels à participer à la marche entre l'école Jules Guesde du Havre et la Maison de l'éducation, mardi 17 février, à partir de 9h30, puis à l'AG (Franklin, 14H). Elle estime important que cette grève s'étende à l'ensemble de l'éducation, et dans toute l'académie.

Plus généralement, la CGT est convaincue qu'il est essentiel de chercher à construire, avec les salariés des autres professions, une riposte d'ensemble qui ne peut passer que par une mobilisation interprofessionnelle de grande ampleur pour porter un coup d'arrêt aux attaques du gouvernement et du patronat. Pour cela, malgré l'offensive idéologique menée pour décourager les salariés, notre seule arme demeure la grève jusqu'à satisfaction des revendications.